

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département de l'Ain
COMMUNE de TALISSIEU

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
(Extrait du Registre)

Séance ordinaire du vendredi 17 novembre 2017

Date de la convocation: 13/11/2017

Membres en exercice : 9 Présents : 8 Votants : 9 Secrétaires de séance : Béatrice TRAÏNI	<i>L'an deux mille dix-sept et le dix-sept novembre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Jean-François DUCRUET,</i> Présents : Christine GROSSET, Michel COËN, Nathalie DEVELLE, Yves BERT, Jean-François BOLLARD, Jean-François DUCRUET, Béatrice TRAÏNI, Pierre MUSCI Représentés : François COTTIN par Yves BERT Excusés : Absents :
--	--

Objet : PRESCRIPTION DE LA REVISION DU PLU - ANNULATION DES DELIBERATIONS DU 30 JANVIER ET 06 OCTOBRE 2017 ET COMPLEMENTS A LA DELIBERATION DU 03 NOVEMBRE 2016 SUR LA DEFINITION DES OBJECTIFS ET LES MODALITES DE CONCERTATION

Délibération n° 2017_103

La délibération prise lors du dernier conseil municipal a fait l'objet d'une remarque de la part de la préfecture qui portait sur le point 1- « Annuler la délibération du 30 janvier 2017 », qui pourrait fragiliser la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur Le Maire propose à l'assemblée de reprendre cette délibération et précise les objectifs de la révision compte-tenu des nouveautés réglementaires qui s'imposeront dans le cadre de la révision du PLU :

- Mettre le PLU en conformité avec la loi n° 2010 - 788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle II, et ses décrets d'application dont les objectifs sont :
 - o accentuer la lutte contre l'étalement urbain,
 - o prendre en compte la biodiversité,
 - o contribuer à l'adaptation au changement climatique et à l'efficacité énergétique,
 - o anticiper l'aménagement opérationnel durable,
- Prendre en compte les dispositions de la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 qui introduit le principe d'intégration des dispositions de la loi Grenelle II dans les PLU lors de leur révision,
- Prendre en compte les nouvelles dispositions de la loi ALUR du 24 mars 2014 qui à travers son volet urbanisme a l'ambition de répondre à la crise du logement en construisant plus et mieux, tout en préservant les espaces naturels et agricoles. Elle a pour objectif de favoriser la densification des tissus pavillonnaires existants, la loi supprime la taille minimale de terrain et le coefficient d'occupation des sols. Elle impose :
 - o une étude de densification et de mutation des espaces bâtis
 - o une analyse rétrospective de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 dernières années.

Les objectifs supra-communaux :

Par ailleurs, Monsieur le Maire indique que le schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Bugey a été approuvé le 26 septembre 2017 par le syndicat Mixte du SCoT du Bugey. La commune dispose donc d'un délai de 3 ans (à partir du 27 décembre 2017) pour mettre son PLU en compatibilité avec le SCoT Bugey.

Les principaux objectifs communaux :

RF
SOUS-PREFECTURE DE BELLEY (Ain)
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 30/11/2017
001-210104154-20171117-2017_103-DE

En complément de la nécessaire mise à jour de son PLU, pour l'adapter aux nouveaux modes de vie actuels et corriger certaines incohérences du PLU, la Commission Urbanisme a défini d'autres objectifs principaux mais non exhaustifs :

- Intégrer dans un document unique les différentes modifications validées depuis 2005.
- Adapter le PLU aux besoins d'urbanisation et de développement des structures et services nécessaires au bien vivre et bien être des habitants.
- Travailler de façon pointue sur le règlement pour permettre le respect des orientations du PADD et du PLU afin de pouvoir gérer l'application du PLU avec rigueur et efficacité sans avoir à négocier des aménagements à la marge (qui restent prévus), évitant ainsi les sources d'interprétations contradictoires et donc des sources de contentieux.
- Densifier les secteurs urbanisés existants déjà desservis par la voirie secondaire en favorisant les nouvelles constructions tout en limitant l'étalement urbain
- Valoriser le Bourg de Talissieu et protéger les secteurs à enjeux paysagés et historiques.

Des objectifs complémentaires pourront être intégrés et validés au cours de la procédure.

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 02 décembre 2005, il est proposé à l'assemblée de se prononcer sur :

1. **Annuler et remplacer** les délibérations du 30 janvier (n°2017_18) et 6 octobre 2017 (n°2017_94) et compléter la délibération du 03 novembre 2016 (n°2016_82) ;
2. **Prescrire** la révision du Plan Local d'Urbanisme approuvé sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L. 153-11 et suivants, R. 153-1 du code de l'urbanisme ;
3. **Enoncer** les objectifs poursuivis tels que rappelés ci avant :
 - Mettre le PLU en conformité avec la loi n° 2010 - 788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle II, et ses décrets d'application dont les objectifs sont :
 - o accentuer la lutte contre l'étalement urbain,
 - o prendre en compte la biodiversité,
 - o contribuer à l'adaptation au changement climatique et à l'efficacité énergétique,
 - o anticiper l'aménagement opérationnel durable,
 - Prendre en compte les dispositions de la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 qui introduit le principe d'intégration des dispositions de la loi Grenelle II dans les PLU lors de leur révision,
 - Prendre en compte les nouvelles dispositions de la loi ALUR du 24 mars 2014 qui à travers son volet urbanisme a l'ambition de répondre à la crise du logement en construisant plus et mieux, tout en préservant les espaces naturels et agricoles. Elle a pour objectif de favoriser la densification des tissus pavillonnaires existants, la loi supprime la taille minimale de terrain et le coefficient d'occupation des sols. Elle impose :
 - o une étude de densification et de mutation des espaces bâtis
 - o une analyse rétrospective de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours de ces 10 dernières années
 - Intégrer dans un document unique les différentes modifications validées depuis 2005.
 - Adapter le PLU aux besoins d'urbanisation et de développement des structures et services nécessaires au bien vivre et bien être des habitants.
 - Travailler de façon pointue sur le règlement pour permettre le respect des orientations du PADD et du PLU afin de pouvoir gérer l'application du PLU avec rigueur et efficacité sans avoir à négocier des aménagements à la marge (qui restent prévus), évitant ainsi les sources d'interprétations contradictoires et donc des sources de contentieux.
 - Densifier les secteurs urbanisés existants déjà desservis par la voirie secondaire en favorisant les nouvelles constructions tout en limitant l'étalement urbain
 - Valoriser le Bourg de Talissieu et protéger les secteurs à enjeux paysagés et historiques,
4. **Charger** la commission municipale d'Urbanisme du suivi de l'étude du plan d'urbanisme ;
5. **Soumettre** le projet à la concertation (articles L. 103-2, L. 103-3 et L. 103-4 du code de l'urbanisme), pendant toute la durée de son élaboration, en associant les habitants, les associations locales, et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, selon les modalités suivantes :

Information :

- o affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
- o articles dans la presse locale,
- o articles dans le bulletin municipal,
- o exposition publique dans les locaux de la Mairie,
- o communiqué sur la page internet de la commune

Expression :

- o Réception des courriers en Mairie de Talissieu,
- o Cahier mis à la disposition du public en Mairie, pour enregistrer les observations et propositions,

RF
SOUS-PREFECTURE DE BELLEY (Ain)
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 30/11/2017
001-210104154-20171117-2017_103-DE

- o Réunions publiques, la population sera avertie par voie de presse et par affichage,
 - o Réunion avec les acteurs économiques, avec la profession agricole,
 - o Un registre mis à la disposition des habitants dans les locaux de la Mairie où les suggestions sont recueillies :
Modalités d'accès à la Mairie : Mairie de Talissieu – 10 route de l'école 01510 TALISSIEU
Horaires habituels d'ouverture au public, lundi après-midi de 14h00 à 19h00 ; mardi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h30 ; mercredi de 14h00 à 17h30 et jeudi de 9h00 à 14h00.
Renseignement sur les horaires d'ouverture de la Mairie : 04 79 87 33 27 ou sur la page internet : Talissieu.fr.
 - o Les documents seront mis à la disposition des habitants au fur et à mesure de l'avancement du projet, diagnostic, PADD, etc...
 - o Le bilan de cette concertation sera débattu lors de l'arrêt du projet.
6. Associer des services de l'Etat à la révision du plan local d'urbanisme conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code de l'urbanisme,
 7. Consulter au cours de la procédure les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L. 132-7, L. 132-9 et L. 132-11 du code de l'urbanisme, et l'autorité environnementale.
 8. Consulter :
La chambre d'agriculture.
Le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)
L'Institut National des Appellations d'Origine et de la qualité (INAO)
La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)
 9. Valider que la municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.
 10. Charger Monsieur Vincent BLAYZ urbaniste 101 rue d'Angleterre – 73000 Chambéry, de la réalisation de la révision du Plan Local d'Urbanisme.
 11. Donner autorisation à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de service nécessaires à l'élaboration de la révision du PLU.
 12. Autoriser le Maire à solliciter auprès du conseil départemental une subvention pour cette procédure pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à la révision du Plan Local d'Urbanisme.
 13. Dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré.
 14. Réaliser l'évaluation environnementale en tant que de besoin (article L. 104-2 du code de l'Urbanisme)

Conformément aux articles L. 132-7, L. 132-9, L. 153-11 et L. 153-18 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental
- au Président de l'Etablissement Public du SCOT
- aux présidents de la chambre d'Agriculture, du commerce, de l'Industrie et des métiers
- à l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO)
- au Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)
- au président de la CCBS
- aux Maires des communes limitrophes de Talissieu
- à la présidente du syndicat gérant le Scot
- au président de l'Institut National de l'Origine et de la qualité

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide et accepte les 14 points énoncés ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour copie certifiée conforme.

Fait à Talissieu, le vendredi 17 novembre 2017,
Transmis au contrôle de légalité.

Jean-François DUGRUET,
Maire de Talissieu.

